



Hôtel de Ville
20, rue du Château
33480 Castelnaud-de-Médoc
Tel. : 05 56 58 21 50 - Fax : 05 56 58 18 10

DIRECTION DU PÔLE TECHNIQUE ET DE L'URBANISME

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

DESAMIANAGEMENT D'UN GARAGE EN VUE DE L'AMENAGEMENT DU FUTUR BUREAU DE POSTE

Marché n° PA-2016.05.18

Objet du marché : MARCHE DE TRAVAUX

Marché à procédure adaptée (conformément à la réglementation des marchés publics)

DATE DE REMISE DES OFFRES

10 juin 2016 à 12 h 00

Jours et heures d'ouverture de la mairie de CASTELNAU-DE-MEDOC :
du lundi au vendredi de 08h45 à 12h30 / 13h45 à 17h

Table des matières

1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2. OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMES	3
1.3. DECOMPOSITION EN TRanches ET LOTS	3
1.4. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	3
1.5. FORME DU MARCHÉ.....	3
1.6. UNITE MONETAIRE DU MARCHÉ.....	3
1.7. MAITRISE D'OEUVRE.....	3
1.8. CONTROLE TECHNIQUE ET SPS	3
2. PIECES CONSTITUTIVES DUMARCHÉ	3
3. PRIX DUMARCHÉ	4
3.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX.....	4
3.2. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	4
4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	4
4.1. GARANTIE FINANCIERE	4
4.2. AVANCE	4
4.2.1. Conditions de versement et de remboursement	4
4.2.2. Garanties financières de l'avance	4
5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	5
5.1. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	5
5.2. APPROVISIONNEMENTS.....	5
5.3. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	5
6. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	6
6.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
6.2. PENALITES POUR RETARD – PRIMES D'AVANCE	6
7. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	6
7.1. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	6
7.2. ORGANISATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER.....	6
8. ETUDES D'EXECUTION	7
9. GARANTIES ET ASSURANCES	7
9.1. DELAIS DE GARANTIE.....	7
9.2. GARANTIES PARTICULIERES	7
9.3. ASSURANCES	7
10. RESILIATION DU MARCHÉ.....	7
11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	7

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR

COMMUNE DE CASTELNAU-DE-MEDOC
MONSIEUR LE MAIRE
20 RUE DUCHATEAU
33480 – CASTELNAU-DE-MEDOC
Tél. : 05 56 58 21 50 /Fax : 05 56 58 18 10
Adresse électronique : contact@mairie-castelnau-medoc.fr

1.2. OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMENTS

Les stipulations du présent document portent sur le désamiantage d'un garage pour l'aménagement du futur bureau de poste de Castelnau-de-Médoc

Lieu d'exécution : Rue du Château Castelnau de Médoc 33480

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.3. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Le présent marché est un marché de travaux comportant un seul lot

1.4. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

La consultation est passée par procédure adaptée en application de la réglementation en matière de marchés publics.

1.5. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de travaux, passé sur prix global et forfaitaire.

1.6. UNITE MONETAIRE DU MARCHÉ

Le candidat est informé que le marché est conclu en euros (€).

1.7. MAITRISE D'OEUVRE

CoCo architecture
Agence d'architecture et d'urbanisme
LA TOUILLE - BP 09
24250 CENAC

1.8. CONTROLE TECHNIQUE ET SPS

QUALICONSLT
Technoclub - Bâtiment C - Avenue de l'Hippodrome - 33170 GRADIGNAN
Tél : 05.57.35.46.35 - Fax : 05.57.35.46.36 - Courriel : bordeaux.qc@qualiconsult.fr
Contrôle technique : Renaud MOLINIER
Coordination SPS : Fabrice FAUX

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'Acte d'Engagement (ATTRI1.) et ses annexes,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés,

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009,
- l'offre technique du titulaire
- Le certificat de visite du site.

3. PRIX DU MARCHÉ

3.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

3.2. MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les stipulations contenues dans le C.C.A.G. sont applicables

Les prix sont fermes

4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1. GARANTIE FINANCIERE

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

4.2. AVANCE

4.2.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est consentie si le montant du marché est supérieur à 50 000 € H.T., sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du marché si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

4.2.2. Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5.1. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- le numéro du compte bancaire ou postal,
- le numéro du marché,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prises en compte, effectué sur la base de ce relevé,
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé),
- le montant hors taxes des travaux exécutés,
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix,
- le montant éventuel des primes,
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant,
- les montants et taux de T.V.A. légalement applicables pour chacun des travaux exécutés,
- le montant total T.T.C. des travaux exécutés,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant T.T.C. ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies H.T. et T.T.C.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**MAIRIE DE CASTELNAU-DE-MEDOC
20 RUE DUCHATEAU
33480 – CASTELNAU-DE-MEDOC**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payés dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 7 points.

5.2. APPROVISIONNEMENTS

Sans objet.

5.3. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

Les dispositions du C.C.A.G. sont applicables

6. DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

6.1. DELAÏ D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'Acte d'Engagement.

PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Aucune stipulation particulière.

6.2. PENALITES POUR RETARD – PRIMES D'AVANCE

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, et sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de **100,00 €**.

7. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

7.1. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le titulaire est tenu de soumettre au visa du pouvoir adjudicateur le programme d'exécution.

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Le plan de dépose et de retrait des produits contenant de l'amiante devra impérativement être établi par l'Entreprise. Le plan devra être transmis un mois avant le début des travaux aux autorités compétentes (Inspection du Travail, Médecine du Travail, OPPBTP, CRAM, etc.). Le délai devra être mis à profit pour valider avec ces organismes, les procédures proposées.

7.2. ORGANISATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Pendant la période de préparation, l'entreprise devra mettre en place les installations nécessaires à la bonne conduite de son chantier en conformité avec le PGC annexé au DCE.

Le Maître de l'Ouvrage pourra éventuellement mettre à disposition de l'entreprise un local vestiaire-repas, l'accès à un sanitaire et à un point d'eau. L'entrepreneur s'engagera à maintenir en parfait état de propreté les locaux prêtés. Les matériels et produits de nettoyage ainsi que les consommables (i.e. : papier toilette) sont à la charge du titulaire.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

Le C-SPS doit informer le MO et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le C-SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le C-SPS a libre accès au chantier

Le titulaire communique directement au C-SPS :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le C-SPS et les intervenants,

Le titulaire informe le C-SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le C-SPS. Tout différent entre le titulaire et le C-SPS est soumis au MO.

A la demande du C-SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant de lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

8. ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis pour visa au maître d'oeuvre.

9. GARANTIES ET ASSURANCES

9.1. DELAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux sous réserve des dispositions du C.C.T.P.

9.2. GARANTIES PARTICULIERES

Les garanties proposées par le candidat sont applicables par dérogation à celles prévues au C.C.A.G.-Travaux.

9.3. ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code Civil.

10. RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux relatives à la résiliation du marché son applicables.

11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- l'article 6.2 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G.-Travaux,

L'Entreprise/La Société

A

, le

Lu et accepté,

Date, cachet, signature,